Rapport au chez-soi et manières d'habiter

Pistes de réflexion sur la citoyenneté ordinaire (Tanzanie)

Mathilde DE BLIGNIÈRES

EHESS Paris/IMAF (Institut des Mondes Africains)

Résumé : L'article offre des pistes de réflexion sur la fabrique ordinaire d'expériences citoyennes à partir d'un travail d'enquête mené auprès d'habitants de la ville est-africaine au mitan des années 2000. En proie à de fortes réhabilitations, la ville enquêtée est ici perçue comme un espace public aliénant qui nécessite des adaptations rapides et incessantes de la part des habitants, ainsi que des ruptures à l'échelle des sociabilités en place. L'observation de certaines manières d'habiter chez-soi, au sein des routines quotidiennes domestiques, permet de mettre en lumière certaines prises d'autonomie individuelles. En dépit des contraintes, l'observation de ces pratiques et représentations du quotidien, comme le maintien de rituels domestiques, le détournement de certains usages urbains, le rappel de la trajectoire résidentielle et les rêves de maison, montre et libère des espaces exploratoires et encore peu investis de négociation et de production citoyenne.

Mots-clés : chez-soi, habiter, autonomie, adaptations, ville est-africaine.

1 Le *chez-soi*, objet et lieu des possibles

À partir d'une ethnographie des pratiques et des représentations domestiques du *chez-soi*, nous interrogerons ici « la citoyenneté ordinaire » dans la société civile est-africaine, ainsi que sa légitimité en tant qu'objet d'étude : d'abord dans les sciences sociales, puis dans les études africaines où la reconnaissance des pratiques habitantes ordinaires s'inscrit dans un processus d'ouverture disciplinaire, ensuite sur le terrain concret de la ville africaine, où l'observation des manières d'habiter éclaire les nouvelles formes de citoyennetés.

Au milieu des années 2000, nous avons conduit de longues enquêtes dans deux grandes villes du nord de la Tanzanie, Arusha et Moshi à l'intérieur et autour des lieux de vie domestique des classes moyennes. L'objet d'étude, le *chez-soi*, observé dans ses pratiques et ses dispositifs concrets comme dans ses représentations imaginaires nous

a amené à sortir des approches classiques et privilégiées de notre discipline comme les rituels et autres événements à caractère cérémoniel, souvent étudiés à distance de la vie quotidienne. Le *chez-soi* avait pour but d'accéder à de nouveaux lieux anthropologiques comme l'intime, l'espace domestique, le quotidien (banal, routinier, en train de se faire) et par ailleurs de réhabiliter une autre figure, celle de l'habitant, considérée alors comme acteur et sujet pensant de sa propre vie. Ce travail s'inspire d'entretiens et d'analyses ethnographiques, de points de vue habitants, de retours introspectifs, de trajectoires, de revendications et d'attentes personnelles recueillis sur la société tanzanienne des années 2000. Ici, le *chez-soi* nous intéresse tout particulièrement, car il questionne l'habitant sur sa place dans la société, sur sa propension à dire « je » ou « nous » alternativement, sur sa capacité à revendiquer un sens du commun ou un désir d'émancipation. Il renvoie à des manières de se positionner individuellement ou collectivement dans l'espace socio-politique donné comme au sein du parcours résidentiel caractérisé à l'époque pour la plupart de nos interlocuteurs par le départ du village pour la ville. En tant que nouveaux lieux, objets et discours, le rapport au *chez-soi*, les manières d'habiter ouvrent des perspectives sur comment l'individu, confronté aux réalités et aux diversités quotidiennes, construit le plus souvent dans l'ombre son urbanité et de fait son autonomie citoyenne.

2 Postures de recherche

Quitter les définitions déjà-acquises et normatives de la diversité et de la citoyenneté pour observer comment celles-ci se vivent concrètement au jour le jour implique une première posture de recherche. Il s'agit de réhabiliter des domaines d'observation autrefois anecdotiques et désormais en essor dans les sciences sociales et les études africaines. Il est question du retour aux choses pratiques, banales, routinières, dites *ordinaires* et de la prise en compte de certains dispositifs émotionnels associés à la relation anthropologique. Depuis les années 1960-70, plusieurs courants de recherche africanistes ont œuvré dans ce sens utilisant ces approches et ces expériences ordinaires comme moyens de s'opposer à l'idée de société abstraite. Les études féministes par exemple, réalisées au cœur des foyers domestiques, dans les cours et les concessions, là où se juxtaposent tâches féminines, proximités aux objets et coprésences (Rabain, 1979 ; Caplan, 1997), mais aussi les approches historiographiques, celles tournées sur la micro-histoire, et biographiques qui font reconnaître la vie quotidienne, l'individu et sa voix en son centre (Eckert & Jones, 2002). Plus tard les travaux réalisés autour des cultures matérielles, des objets domestiques (De Certeau, 1990 ; Julien & Rosselin, 2005) permettent à ces chorégraphies ordinaires et quotidiennes d'être alors perçues dans leur épaisseur, c'est-à-dire non plus comme de simples dispositifs, mais aussi comme de véritables espaces de négociations. Ces espaces ordinaires deviennent les lieux de construction de désirs d'émancipation, de revendications, d'ancrages, de distinction, etc.

Dans les années 1990, d'autres champs de la recherche africaniste se dilatent également. Sur un plan urbanistique, les historiens de la ville et du politique en Afrique s'accordent pour dire que la ville est devenue un thème reconnu. Plusieurs études invitent à comprendre et à lire la ville à travers ses espaces sociaux, religieux, politiques comme à travers ses structures matérielles et ses mentalités collectives. Ces perspec-

Published in : Botea, Bianca ; Popescu-Jourdy, Dana (dir.), *Pratiques de la diversité et de la citoyenneté. Statut et expérience*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004215, doi : 10.17184/eac.9782813004215

tives proposent ainsi de nouvelles échelles d'observation, plus ordinaires, comme les micro-lieux et territoires, les rues, les cours, le voisinage, le quartier, etc. (Fourchard, 2001 ; Goerg, 2003). Elles cherchent par ailleurs à « cerner » l'individu au sein d'une ville représentée, anthropologique, dans le cadre des relations de face-à-face et dans des espaces d'interconnaissance accessibles individuellement (Agier, 1996).

Enfin, récemment, la redécouverte des émotions et des enjeux affectifs aussi qualifiée *d'approche pragmatique* (Dassié, 2015) offre à l'anthropologie, et aux études africaines par ricochet, de nouvelles perspectives. En se saisissant de l'expérience, l'anthropologie des émotions a pour but d'atteindre au plus près le vécu des individus dans de nombreux domaines, l'ethnologue se trouvant impliqué dans les situations dont il rend compte. Ces détours par l'échelle microsociale montrent l'imbrication de ces quotidiens ordinaires avec de plus amples mouvements. Ils permettent de considérer les interactions entre de larges forces socio-politico-économiques, la modernisation de la société par exemple et les pratiques matérielles quotidiennes des individus. L'expérience de la citoyenneté et de la diversité ordinaires ici ramenée au contexte de la société contemporaine tanzanienne est donc à replacer dans cette évolution disciplinaire qui favorise désormais l'approche multiscalaire et la richesse de ces mondes ordinaires.

3 Diversité et citoyenneté en héritage

Pour la plupart des Tanzaniens interrogés dans leurs lieux de vie domestique, en l'occurrence une, voire deux pièces basiques dans un centre-ville en chantiers ou dans un quartier périphérique à forte densité, les questions relatives à la diversité et à la citoyenneté sont d'abord associées au parcours résidentiel. Le *chez-soi* d'origine est une de ces premières références. L'habitant évoque avec affects un univers patrimonial qui comprend les membres de la parentèle, un territoire particulier, un dialecte, des croyances et des mœurs distinctes. Cette appartenance régionale à la terre et au groupe familial, réminiscences d'identifications claniques, montre aussi comment la personne se repositionne spontanément dans le groupe lorsqu'elle est sollicitée sur le plan personnel. Pour se décrire, la personne fait appel à cet ancrage qu'est le patrimoine commun partagé, collectif, jusque dans la structure de la langue nationale véhiculaire, le *kiswahili*, où l'expression « chez moi », « à la maison », est immédiatement transcrite par « chez nous » (*kwetu*). La personne évoque la sortie de ce milieu d'origine comme un temps fort du récit autobiographique. Celle-ci en général est motivée par les opportunités scolaires et l'existence de soutiens familiaux capables de prendre en charge l'enfant scolarisé en échange de services. Ce déracinement entraîne pour l'enfant de lointains déplacements, voire des ruptures radicales avec la terre natale. Expériences initiatiques de la diversité, elles débouchent sur une capacité d'adaptation indispensable qui servira à l'individu lors de sa future installation en ville. Dans d'autres cas c'est une mobilité imposée, telle que les mariages forcés, qui pousse les individus à la confrontation avec de nouveaux styles de vie.

En même temps que son parcours résidentiel, l'habitant évoque les structures d'accueil pour adolescents et jeunes adultes, les internats, les écoles et autres foyers gouvernementaux, privés ou religieux comme autant d'espaces de rencontre entre individus

Published in : Botea, Bianca ; Popescu-Jourdy, Dana (dir.), *Pratiques de la diversité et de la citoyenneté. Statut et expérience*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004215, doi : 10.17184/eac.9782813004215

d'appartenances régionales diverses. Ces lieux de mixité sont associés à la prise de conscience désormais réelle de la richesse pluriethnique du pays, regroupée sous l'étendard coloré de la Nation. Le sentiment d'appartenance nationale est la seconde de ces références citoyennes. Elle est également héritée, par le biais de l'école ou des représentations symboliques présentes dans l'espace public (monuments à la gloire de l'indépendance, institutions muséales fréquentées par les scolaires, portraits, drapeaux, etc.). L'histoire nationale telle qu'elle est transmise s'articule autour des figures politiques incontournables, dont le premier président socialiste Julius Kambagare Nyerere (1964-1985) en est l'illustre icône. Propulsé à la tête de la jeune Nation indépendante en 1961, Nyerere est à l'époque de notre enquête toujours considéré, dix ans après sa mort survenue en 1999, comme « le père de la Nation » (*Baba wa Taïfa*), l'artisan et le bâtisseur d'un héritage national qui a permis de faire cohabiter pacifiquement les cent-vingt groupes ethniques du pays. L'héritage de cette mémoire nationale est pourtant ambigu. Les discours populaires oscillent entre le rappel discret des exactions commises sous la présidence de Nyerere et le souvenir nostalgique d'une figure paternaliste souvent opposée aux dernières générations de chefs d'État tous impliqués dans les scandales financiers et de corruption.

Appartenant à une catégorie modeste des classes moyennes émergentes, très vulnérables sur le plan économique et moral, les habitants que nous avons interrogés vers la fin des années 2000 témoignent toutefois d'un certain détachement quant aux affaires politiques. L'impact de l'obsession égalitaire et rationnelle du socialisme africain de Nyerere agirait encore de manière latente dans la société contemporaine, précisément chez les générations qui ont grandi à l'époque où tout écart au système en place, toute volonté d'enrichissement personnel et d'émancipation étaient susceptibles de répression (Lewinson, 2006).

Cette ambiguïté à l'égard du sentiment d'appartenance nationale se retrouve à plusieurs niveaux, aussi bien dans le discours de ces profils sociaux donnés que jusque dans leurs espaces de vie domestiques. On retrouve entre les quatre murs de la maison la panoplie du « citoyen rangé » (drapeau, couleurs de la Nation, portraits d'hommes politiques, calendriers du gouvernement, etc.), à côté d'autres objets d'affection et transitionnels (Dassié, 2010) servant de rappels et de liens avec la région natale. Le rappel se fait par l'intermédiaire des photos et d'objets en matériaux naturels (vanneries, coquillages, poteries, bijoux de perles, tissus, artisanats touristiques), caractéristiques d'une certaine authenticité associée au monde rural. Ils contrastent avec les autres objets de la modernité comme les ordinateurs, les appareils électroménagers autrefois interdits et désormais présents depuis la libéralisation de l'économie dans les intérieurs domestiques. Pour ces habitants de la ville, le souvenir du *chez-soi* d'origine est d'abord un soutien moral doté d'une fonction cathartique. En général idéalisé (c'est le temps de l'enfance, de l'insouciance, des liens et des ressources du terroir), cet espace-temps assure à l'habitant une aide psychologique face aux nombreuses difficultés existentielles et matérielles quotidiennes qu'il rencontre à l'âge adulte en ville. Fréquentée une fois l'an et à l'occasion de cérémonies ponctuelles, la plupart des habitants souhaitent construire au pays d'origine une maison secondaire et s'y faire enterrer. L'individu transporte ces références avec lui tout au long de son exil national.

Published in : Botea, Bianca ; Popescu-Jourdy, Dana (dir.), *Pratiques de la diversité et de la citoyenneté. Statut et expérience*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004215, doi : 10.17184/eac.9782813004215

Enfin la réappropriation d'attributs locaux propres à la région d'accueil est un autre élément constitutif d'une citoyenneté en héritage observée chez ces citoyens mobiles. Ici le territoire enquêté bénéficie d'atouts particuliers, comme la montagne mythique, le Mont Kilimandjaro, objet lui-même d'une réappropriation au patrimoine national au moment de l'indépendance en 1961 (Bart, 2001), ou comme les parcs nationaux. D'autres atouts propres à cette région sont présents à l'époque dans l'imaginaire collectif : un très attractif secteur touristique lié aux parcs naturels, la production depuis l'indépendance de générations d'élites politiques toujours en exercice et très influentes sur place, la présence des Nations Unies, des institutions panafricaines, etc. et de nombreuses ONG internationales. En s'appropriant ces attributs locaux, la plupart des habitants interrogés expriment le sentiment d'être géographiquement et économiquement à la bonne place et justifient là une première satisfaction personnelle.

En conclusion, ce va-et-vient affectif avec ces héritages identitaires et nationaux permet à l'habitant de s'assurer une citoyenneté *de base.* Elle permet de convoquer une appartenance identitaire à tout moment, de la justifier en cas d'intrusion (voisins, chercheur, etc.) et d'afficher par le biais d'un petit décor nationaliste conforme un positionnement neutre et dans la norme. Ce décor hybride reflète alors pour ces habitants apolitiques et parfois en souffrance identitaire une citoyenneté peu claire dans ses formes d'expression, plus réconfortante que revendicative. Il montre aussi une forme de résistance passive (Fouéré, 2011), un certain détachement quant aux références politiques ainsi qu'un déplacement de l'engagement citoyen et critique vers d'autres lieux et formes d'expression.

4 Habiter la ville : expériences citoyennes *hors les murs*

Au-delà de ces premiers héritages statiques de la citoyenneté et de la diversité, nous nous sommes intéressés à d'autres formes d'expression de celles-ci, cette fois-ci plus stratégiques et dynamiques. À l'échelle individuelle, pratiquer la ville au quotidien regorgeait d'expériences citoyennes. Pour les primo-arrivant(e)s, souvent seul(e)s et contraint(e)s de vivre un temps dans des lieux particulièrement exigus, voire insalubres, la fabrique de l'urbanité passe par la répétition des pratiques d'intégration tournées sur l'extérieur, hors les murs. Les habitants interrogés développent des stratégies de déambulation et de repérages qui varient selon le sexe autour de certains lieux de consommation. Souvent à la recherche des produits les moins chers et d'endroits fréquentés par des compatriotes de la même région d'origine, ils circulent et se créent des routines autour de lieux comme les marchés, les salons de coiffure, les cantines populaires, les magasins de pièces détachées, certains hôtels touristiques et autres. Tandis que ces lieux offrent à la personne la possibilité de s'arrêter ponctuellement dans la ville en mouvement et de s'y ressourcer, ces mobilités sont aussi le moyen de se former des opinions sur l'état du monde (Weiss, 2009). Les télévisions par exemple, encore rarissimes chez les gens à l'époque de notre enquête permettaient l'accessibilité pour les jeunes aux cultures *hip hop.* Avec ces déambulations stratégiques, on constate pour ces habitants de divers horizons une habileté à décoder les logiques d'une culture urbaine étrangère, dans un espace non planifié et mis à l'épreuve.

Published in : Botea, Bianca ; Popescu-Jourdy, Dana (dir.), *Pratiques de la diversité et de la citoyenneté. Statut et expérience*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004215, doi : 10.17184/eac.9782813004215

Au milieu des années 2000 en effet, les deux grandes villes du nord du pays, Arusha et Moshi, se trouvent à un moment charnière de leur développement urbain. Cette époque voit venir des changements radicaux en termes de réhabilitation urbaine (expropriations et disparition de styles architecturaux historiques préexistants, verticalisation de la ville, chantiers à ciel ouvert, etc.). Une vaste opération de restructuration des centres-villes débute de façon latente impliquant des changements de repères pour ses habitants contraints de modifier leurs circulations familières. Bâtis sur les modèles coloniaux simulant les principes de ségrégation de l'espace, les cœurs de ville aux architectures historiques sont méticuleusement recensés, marqués d'une couleur univoque et détruits progressivement pour laisser place à de nouvelles générations d'immeubles, en général à plusieurs étages, en verre teinté et construits à grande vitesse par des entrepreneurs asiatiques, arabes ou sud-africains. Cette transition d'un nouvel ordre est perçue et médiatisée localement comme une marche en avant vers la modernité. Elle présente toutefois aux habitants de la ville un certain nombre de nouveaux défis. Cette modernité revêt une forme d'arrogance qui déploie des moyens surprenants et imprévus, des fonctionnements ponctués de pannes (de Boeck & Plissart, 2005), devant lesquels les habitants et, en l'occurrence ici, le chercheur sont renvoyés à la place d'impuissants spectateurs.

Au moment où la ville se défait, parfois avec violence, on assiste à l'époque de notre enquête à des formes originales d'exercice d'une nouvelle citoyenneté. Des fêtes ponctuelles et des cérémonies sont par exemple organisées dans certains bâtiments historiques de la ville, les habitants détournant l'usage officiel des monuments et des symboles de la Nation par des processions et des séances de photographie autour des ronds-points où sont érigés ces monuments. Les quelques espaces verts urbains disponibles comme les jardins des musées (autrefois édifices coloniaux) sont également utilisés pour l'organisation de mariages.

Enfin le voisinage, espace social disputé, est le dernier volet de ces nouveaux lieux d'exercice et de mise à l'épreuve d'une citoyenneté ordinaire hors les murs. Les pratiques et les stratégies de cohabitation mises en place dans le voisinage, à travers les différents rapports de contrôle, d'autosurveillance, de monstration, d'invite, de négociation de statuts, etc., produisaient elles aussi de nouvelles formes de diversité et de citoyennetés.

Les différentes manières d'accueillir l'étranger(ère) *chez-soi* d'abord, revêtaient un caractère solennel et de fait stratégique, car elles engageaient l'hôte puis l'événement dans une certaine visibilité à l'égard d'un voisinage exercé à maintenir un contrôle permanent sur un espace donné. Contrairement à l'intérieur de la maison qu'il était possible de doter de frontières symboliques subtiles ou opaques, le seuil du *chez-soi* était encore à l'époque un espace ouvert et perméable aux différentes intrusions : visuelles, sonores, olfactives, physiques. L'intersurveillance était pratiquée par les voisins sur les visites, la nourriture, les habits, etc. Le fait que les femmes cuisinent dehors à même le sol, de la viande avec des assaisonnements ou de simples feuilles bouillies (sans huile par exemple), faisait transparaître les finances du ménage (Lewinson, 2006). *Idem* si le ménage ne dispose plus d'eau à domicile à cause des factures impayées. Ces formes d'intrusion souvent liées à une grande promiscuité occasion-

Published in : Botea, Bianca ; Popescu-Jourdy, Dana (dir.), *Pratiques de la diversité et de la citoyenneté. Statut et expérience*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004215, doi : 10.17184/eac.9782813004215

naient frictions, jalousies et commérages parmi les habitants. Ce fonctionnement non privé de l'espace domestique était décrié et considéré comme une forme d'archaïsme de *Uswahilini* (littéralement le quartier des *Swahilis*, c'est-à-dire des gens du continent par opposition aux populations des villes métissées de la côte et de l'archipel de Zanzibar) par ceux qui cherchaient à s'en échapper, notamment les nouveaux profils urbains émergents, désireux d'habiter *à l'occidentale*, selon des manières qualifiées par eux de « modernes ».

Le tournant libéral des années 1990 fait apparaître la dispersion géographique des réseaux de quartier et la désolidarisation des habitants avec leur environnement local. Ce phénomène se caractérise par plus d'hétérogénéité et par des interactions plus sélectives entre les classes émergentes de professionnels et le voisinage. Pour ces derniers, les réseaux de soutien ne reposent plus en premier lieu sur des liens de voisinage, mais sur des réseaux *via* l'école et l'activité professionnelle. Enfants du pays, certains propriétaires s'expatriaient dans la capitale, gérant leur rente à distance. Restés sur place, les autres travaillaient et sociabilisaient avec leurs proches, leurs collègues, leurs camarades de classe et d'enfance en dehors de leurs zones résidentielles. À partir de la fin des années 2000, les nouveaux moyens technologiques incarnés par les téléphones portables, Internet, puis les réseaux sociaux, les transferts d'argent, ajoutés à la multiplication des véhicules participent de cette déterritorialisation. L'utilisation de la voiture privée constitue un changement de taille dans les relations entre voisins et contribue à la déterritorialisation des individus d'avec leur quartier et leur environnement social. La présence aux funérailles, autrefois considérée comme une obligation sociale très ancrée dans les pratiques de sociabilité entre voisins, est de plus en plus remplacée par une participation financière. Occupé à habiter ici et maintenant, mais aussi à délimiter un paysage habité, l'habitant est donc engagé quotidiennement dans un processus de construction, mais aussi de renouvellement de sa propre citoyenneté.

De cette manière les habitants développent à l'égard de ces recompositions urbaines et dans ces lieux désertés par la politique culturelle de nouvelles sociabilités et créent ainsi d'autres façons de penser et de pratiquer l'espace partagé de la ville (de Blignières, 2008). Ces quelques exemples montrent d'une part combien l'autonomie de la sphère privée se construit dans un rapport au dehors (Lamache, 2003). Ils éclairent d'autre part sur ces formes de citoyennetés dites « ordinaires », « actives », « ancrées dans le social » qui existent en dehors d'une relation impersonnelle à la collectivité nationale (Carrel & Neveu 2014). Enfin à l'essai, ces nouvelles pratiques de citoyennetés ordinaires font également voir combien le renouvellement social ou la transformation démocratique de la société passe par l'affirmation d'un « droit à la ville » (Lefèbvre, 1968). Celui-ci implique un projet de démocratie et de renforcement de la société civile qui stipule le droit à l'accès à la centralité urbaine, à la vie urbaine, aux lieux de rencontres, d'échanges, de rassemblement, au « ludique », etc.

5 Le rêve de maison comme ultime recours à l'autonomie

Si la citoyenneté et la diversité s'exercent dans un rapport dynamique au dehors, l'individu en fait également l'expérience au sein d'univers cette fois-ci intérieurs. Les décors domestiques tout d'abord, et leurs ingénieux dispositifs, donnent à l'habitant

Published in : Botea, Bianca ; Popescu-Jourdy, Dana (dir.), *Pratiques de la diversité et de la citoyenneté. Statut et expérience*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004215, doi : 10.17184/eac.9782813004215

l'occasion d'investir un rôle à l'échelle individuelle, au sein d'un espace contrôlé et mis en scène. Dans ces décors minimalistes et exigus, l'individu construit, bricole et invente par exemple des frontières intimes en utilisant des voilages, des lieux de stockage, des cachettes, des espaces plus prestigieux destinés à l'invite, etc. Tous ces stratagèmes prouvent qu'habiter consiste à installer sa respectabilité en mobilisant une panoplie de moyens matériels et symboliques (Lamache, 2003).

Bien qu'ingénieux, ces dispositifs sont souvent limités par leur stricte fonctionnalité, les aléas économiques, le détachement, le contrôle social ou la norme. Si la quête de l'épanouissement personnel ne passe pas nécessairement par la relation aux objets, il reste cependant un ultime lieu des possibles : celui du rêve de maison. Tantôt (à moitié) réel, tantôt (et le plus souvent) rêvé, la plupart des habitants rencontrés désirent construire sur place (Cadstedt 2006). Ce projet « moderne » garantit une forme d'autonomie à l'égard d'un loueur qui s'enrichit et vis-à-vis du voisinage, un investissement plus stable auprès des sociabilités et politiques locales, un sentiment véritable d'habiter « chez-soi » et permet enfin d'épargner ses économies de la prédation familiale. Pour nos interlocuteurs, l'étape de construction d'un chantier de maison est souvent interrompue faute de financements. Ne restent plus qu'une ébauche de plan obtenue d'un professionnel et une motivation inébranlable. Car le rêve de maison permet à l'habitant d'annuler la précarité de la situation présente et de croire en l'avenir. Il montre une fois de plus combien le *chez-soi* commence bien au-delà des murs de la maison. Les motivations pour construire sont multiples, elles vont du prestige social au désir d'avoir une maison dite « hygiénique » comportant un sanitaire, une cuisine et une salle de bains intégrés. Bien que cette forme d'émancipation ne soit pas tout à fait autonome puisqu'elle épouse bien souvent des modèles sociaux, esthétiques occidentaux (maisons à étage, bureau avec bibliothèque intégrée, colonnes, moulures, cuisines américaines, etc.), l'important pour ces habitants est de disposer de ce nouvel espace de revendications pour affiner des choix, désirer mieux, fantasmer, s'inventer un statut et une vie meilleure.

L'évocation du *chez-soi* rêvé est l'expression d'une citoyenneté ordinaire, car elle montre la capacité de l'habitant à se représenter le monde, à développer au quotidien des compétences interprétatives et critiques (Carrel & Neveu 2014). L'accessibilité à la propriété est un critère de modernité au même titre que les pratiques aussi disparates qui consistent à payer en liquide, à s'instruire, à épouser le modèle de famille nucléaire, à faire progresser le secteur de l'emploi, à appartenir à une nation et avoir des lois qui régissent sa conduite (Lewinson, 2006, p. 464-5). L'originalité et l'inventivité de ces projets, de ces attentes, leur décalage avec les dispositions économiques et aussi les pratiques domestiques de leurs détenteurs montrent l'importance de penser la modernité autrement que dans un simple rapport à la consommation. Cette manière flottante d'habiter *chez-soi*, tournée sur le rêve et la projection montre aussi la capacité de l'habitant à faire fi des aléas présents pour se renouveler, gage d'une citoyenneté nouvelle et en construction. Dans une société encore largement clanique, où l'individu peine à faire valoir sa place, il est intéressant de constater l'amorce individuelle de ces initiatives, preuve que le projet de maison confirme un réel désir d'émancipation et d'autonomie.

Published in : Botea, Bianca ; Popescu-Jourdy, Dana (dir.), *Pratiques de la diversité et de la citoyenneté. Statut et expérience*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004215, doi : 10.17184/eac.9782813004215

6 Conclusion

Ces exemples donnés à voir dans le contexte particulier de la société tanzanienne contemporaine ont montré la subtilité de certaines pratiques et représentations de la diversité et de la citoyenneté. Celles-ci sont visibles à différents endroits, en de nouveaux lieux et objets, concrets et abstraits, comme dans les chorégraphies et paysages ordinaires du *chez-soi*, dans l'évocation et le rappel d'attaches régionales, dans le rapport à la Nation, dans le rêve émancipateur. Ces perspectives proposent une approche « ordinaire » de la citoyenneté que l'on peut définir ainsi : celle-ci contourne en premier lieu la sphère institutionnalisée du politique ; celle-ci s'appuie ensuite sur des façons d'habiter au quotidien, réelles, vécues ou encore imaginées. Les trajectoires résidentielles de ces profils modestes montrent par ailleurs comment l'installation en ville concrétise une réelle expérience de la mixité. Symboliquement la personne sort de son territoire natal et de l'identité qu'il véhicule. Il partage l'espace avec d'autres au travers de cohabitations ordinaires tout en étant capable de continuer à revendiquer un héritage national dont il est par ailleurs affectivement détaché. En cela la citoyenneté telle qu'elle est héritée est impersonnelle et ambiguë. Comme nous l'avons vu, l'habitant hésite entre la tentation de maintenir un certain conformisme et des tentatives de réoccupation de l'espace, formes compensatrices d'appropriation et d'exercice de la citoyenneté. Cette citoyenneté de « l'ombre » pallie l'absence de visibilité dont sont victimes les citoyens tanzaniens dans la sphère nationale, sociale et politique, comme leur absence de participation à l'écriture de l'histoire nationale ou à la transition urbaine. La revendication d'attaches a deux objectifs, celle de la préservation des acquis et celle du renouvellement de soi. Dans ce contexte, l'individu n'a d'autres choix que de s'exprimer activement par *l'habiter*, dans des interstices de la société civile, c'est-à-dire dans la rue comme sur des seuils et des pas de porte de maison, dans les ruelles d'un quartier, du voisinage, dans son espace domestique, etc., et au prix de nombreux compromis. Les habitants utilisent les lieux habités comme des lieux de réalisation d'une citoyenneté par le bas, c'est-à-dire dans la société civile. L'expérience de la citoyenneté par l'habiter montre ainsi l'existence de limites et d'échappatoires possibles, comme le rêve de maison et la course à la modernité. Malmenés dans leurs droits citoyens, les habitants témoignent pourtant de réelles capacités d'absorption, d'un certain engouement pour la transformation et l'avenir de leur société. Le concept de citoyen de la ville africaine a donc fait son chemin depuis que les mondes ordinaires, matériels et banals sont davantage reconnus comme champ des possibles. Compte tenu de ces changements de taille et de rapidité dans les impératifs politiques et l'ordre institutionnel de l'État tanzanien, il reste aujourd'hui à mener un travail autour des subjectivités et de leur structuration. Avant de comprendre le caractère « moderne » des transitions contemporaines de la société tanzanienne, nous aurons compris combien le rapport au *chez-soi* est une étape clé, un marqueur pour l'individu dans ce parcours en construction d'une autonomie citoyenne. La recherche de ces nouveaux lieux, objets, de ces nouvelles pratiques de la diversité et de la citoyenneté ordinaire est donc bel et bien lancée.

Published in : Botea, Bianca ; Popescu-Jourdy, Dana (dir.), *Pratiques de la diversité et de la citoyenneté. Statut et expérience*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004215, doi : 10.17184/eac.9782813004215

Bibliographie

Agier, Michel (1996), « Les savoirs urbains de l'anthropologie », *Revue Enquête, anthropologie, histoire, sociologie*, vol. 4, éditions Parenthèses, p. 35-38. doi.org/10.4000/enquete.633

Bart, François ; Mbonile, Milline Jethro ; Devenne, François (dir.) (2003), *Kilimandjaro, montagne, mémoire, modernité*, éditions des Presses universitaires de Bordeaux.

Blignières (de), Mathilde (2013), « Des hommes célibataires dans la ville Est-africaine : entre autonomie, quotidien et performance de soi », Revue *Les Cahiers d'Études Africaines*, vol. 209-210, p. 43-60. doi.org/10.4000/etudesafricaines.17232

Blignières (de), Mathilde (2010), « Enjeux de mémoire et enjeux topographiques dans la Tanzanie contemporaine : ethnographie du Boma d'Arusha », Revue *Les Cahiers d'Afrique de l'Est,* vol. 42. doi : journals.openedition.org/eastafrica/573

Carrel, Marion ; Neveu Catherine (dir.) (2014), *Citoyennetés ordinaires. Pour une approche renouvelée des pratiques citoyennes*, éditions Karthala.

De Boeck, Filip ; Plissart Marie-Françoise, *Kinshasa, Récits de la ville invisible*, éditions du Musée Royal de l'Afrique Centrale, Tervuren, 2005.

Cadstedt Jenny, *Influence and Invisibility. Tenants in Housing provision in Mwanza City, Tanzania*, Stockholm University, 2006.

Caplan Patricia, *African Voices, African Lives. Personal narratives from a Swahili village*, Routledge, London ; NY, 1997.

Certeau (de) Michel, *L'invention du Quotidien, tome I, Arts de faire*, Coll. « Folio Essai », Paris, 1990.

Dassié, Véronique ; Istasse, Manon (2015), « Le chercheur face aux émotions, terrains et théories », Revue *Influxus*, éditions Accatone, Marseille.

Dassié, Véronique, *Objets d'affection. Une ethnologie de l'intime*, éditions du CTHS, Paris, 2010.

Eckert, Andreas ; Jones, Adam (2002), « Historical writing about everyday life », *Journal of African Cultural Studies*, vol. 15, No 1, éditions Carfax Publishing, Taylor and Francis Group, UK.

Fouéré, Marie-Aude (2011/1), « Tanzanie : la nation à l'épreuve du postsocialisme », Revue *Politique Africaine*, No 121. DOI : 10.3917/polaf.121.0069.

Fourchard, Laurent, *De la ville coloniale à la cour africaine*, éditions L'Harmattan, Paris, 2001.

Goerg, Odile (2003) « Construction de sociétés urbaines en Afrique », Revue *Le Mouvement social,* Coll. Sociétés et Espaces Urbains en Afrique, No 204, Paris.

Jong (de), Ferdinand, *Masquerades of Modernity. Power and Secrecy in Casamance, Senegal*, éditions Indiana University Press, Bloomington, 2007.

Julien, Marie-Pierre ; Rosselin, Céline, *La culture matérielle*, éditions La Découverte, Coll. « Repères », Paris, 2005.

Lefèbvre, Henri, *Le droit à la ville*, éditions Points, Paris, 1968.

Lewinson, Anne (2006), « Domestic Realms. Social Bonds, and Class : Ideologies and Indigenizing Modernity in Dar es Salaam, Tanzania », *Revue Canadienne des Études Africaines*, vol. 40, No 3.

Mache (la), Denis (2003/3), « Homes sweet homes…Univers domestiques en HLM », Revue *Ethnologie française*, vol. 33. doi.org/10.3917/ethn.033.0473.

Rabain, Jacqueline, *L'Enfant du lignage. Du sevrage à la classe d'âge chez les Wolof du Sénégal*, Payot, Paris, 1979.

Weiss, Brad, *Street Dreams and Hip Hop Barbershops. Global Fantasy in Urban Tanzania, éditions* Indiana University Press, *Bloomington,* 2009.

Published in : Botea, Bianca ; Popescu-Jourdy, Dana (dir.), *Pratiques de la diversité et de la citoyenneté. Statut et expérience*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004215, doi : 10.17184/eac.9782813004215